

Le service national universel menacé de disparaître

Analyse Lancé en 2019 par Emmanuel Macron dans une volonté de « réarmement civique » des jeunes, le SNU a vu son budget considérablement rabaissé le 30 octobre par les commissions des finances des deux chambres du Parlement. Prévue d'ici à 2026, sa généralisation à l'ensemble des 15-17 ans a été suspendue.

Lauriane Clément,
le 03/11/2024 à 16:22



En 2019, Florence Parly, alors ministre de la défense, rencontrait des participants au SNU à Saint-Sauveur (Oise).





En juin 2019, le service national universel (SNU) voulu par Emmanuel Macron faisait ses débuts en grande pompe. Près de 2 000 volontaires de 16 ans étaient les tout premiers à tester ce stage de cohésion, déployé dans 13 centres répartis en France. Au lycée des métiers de Bazeilles, dans les Ardennes, quelque 180 lycéens avaient ainsi entamé leur séjour en entonnant dès l'aube *La Marseillaise*, avant de hisser le drapeau français.

Encadrés par des militaires, des enseignants, des éducateurs spécialisés et des animateurs, ces jeunes avaient participé pendant douze jours à toutes sortes d'activités, allant d'ateliers sur les discriminations et le changement climatique à des parcours de commando, en passant par une course d'orientation dans les bois. Un séjour imaginé par le gouvernement comme « *un moment de cohésion visant à recréer le socle d'un creuset républicain et transmettre le goût de l'engagement* ».

Au moins 100 millions de coupes

Cinq ans plus tard, le SNU semble voué à disparaître. Alors qu'il devait être généralisé à tous les élèves de seconde d'ici à 2026 – soit 800 000 jeunes par an –, ce dispositif a vu ses financements réduits comme peau de chagrin. Dans son projet de loi de finances (PLF) 2025, le gouvernement avait déjà concédé une nette baisse, faisant passer son budget de 160 millions à 128 millions d'euros.





Mercredi 30 octobre, les commissions des finances de l'Assemblée nationale et du Sénat sont allées plus loin, en adoptant toutes deux des amendements pour supprimer les crédits alloués par le PLF 2025. Au Palais-Bourbon, l'amendement a été défendu par la gauche, afin de réaffecter ces 128 millions d'euros au secteur du sport amateur. « *Il est temps d'abandonner* » ce « *gadget présidentiel* » qui « *ne marche pas* » et « *coûte cher* », a notamment jugé le député écologiste Jean-Claude Raux. La chambre haute envisage quant à elle une baisse de 100 millions d'euros du budget du SNU, le portant donc à 28 millions d'euros. Si ces amendements sont validés en séance publique, le montant sera donc nettement insuffisant pour sa généralisation, dont le coût pourrait atteindre 3,5 à 5 milliards d'euros selon la Cour des comptes. Son maintien à l'échelle actuelle – 40 000 participants en 2023 – semble lui-même en jeu.

De nombreuses critiques

À l'origine, ce dispositif avait été conçu dans un objectif louable : transmettre aux 15-17 ans des valeurs comme l'entraide et le respect de l'autre dans le cadre d'un séjour de cohésion, puis les ouvrir à un engagement citoyen par le biais d'une mission d'intérêt général. Après la mort du jeune Nahel, en juin 2023, Emmanuel Macron y voyait également un élément de réponse au malaise d'une jeunesse en manque de repères. Dans une tribune publiée le 4 octobre dans *La Croix*, un collectif d'une cinquantaine d'élus a également soutenu sa





généralisation, décrivant « *plus qu'un projet politique, un projet de société devenu crucial pour rapprocher les jeunes générations de la République et de la vie démocratique* ».

Dès sa mise en place, le SNU a toutefois fait l'objet de nombreuses critiques. Largement rejeté par les syndicats enseignants, les associations agréées de jeunesse et de parents d'élèves, notamment en raison de ses liens avec l'armée, il a aussi été érigé en symbole de la présidence Macron par ses opposants politiques. Sans oublier les incidents qui ont émaillé certains des stages, avec des cas de harcèlement sexuel et de propos racistes, ainsi que des hospitalisations à la suite de vomissements et malaises.

Dans un rapport publié en septembre, la Cour des comptes a par ailleurs pointé « *le coût largement sous-estimé* » et « *les difficultés de déploiement* » du SNU. « *Si les participants sont satisfaits de leur expérience, force est de constater qu'en matière de mixité sociale comme d'engagement, les ambitions du dispositif n'ont pas été atteintes* », a-t-elle souligné.

Face à ce contexte de restriction budgétaire, le gouvernement a renoncé le 31 octobre à généraliser le SNU pour 2026. Il refuse toutefois de prendre une décision définitive. Et Maud Bregeon, porte-parole du gouvernement, de conclure : « *Entre la suppression et la généralisation du SNU, il y a un chemin parce que c'est une*





expérience qui nous semble être très positive pour beaucoup de jeunes. »

